

Le comité de délégués de centres et de services avec les sections syndicales CGT, Solidaires Finances Publiques et FO s'adresse à tous les collègues du 92

Etaient représentés : Nanterre Dépense-Etat, Domaine, TM Antony, CFP Montrouge, CFP Vanves, CFP Boulogne-Jaurès et les trois sections syndicales.

Au plan DGFIP : la semaine dernière, la Direction a présenté la version 2 du « *nouveau réseau de proximité* » dans la direction. Elle prévoit la fermeture de 19 trésoreries, 5 SIP, 7 SIE, 1 PCE. 3 sites (Levallois, Saint-Cloud et Vanves-CFP) sont rayés de la carte. 587 agents sont menacés de mobilité forcée. Conséquence, la direction annonce un plan majeur de suppressions d'emplois dans le département dès 2020. Derrière l'enfumage du « *nouveau réseau* », c'est la liquidation de centaines d'emplois dans le 92 qui se profile.

Mais Darmanin ne s'arrête pas là ! Le Ministère vient d'annoncer :

- l'entretien systématique pour tous les agents n'ayant pas changé de poste depuis 5 ans ;
- la généralisation de l'affectation au choix, liquidant le critère de l'ancienneté, et avant les critères d'ordre familial ;
- l'instauration d'une durée minimale et maximale d'affectation.

**C'est une nouvelle provocation ! Ça suffit !
Plus que jamais, RETRAIT DU PLAN DARMANIN !**

Ce même gouvernement démolit nos retraites (cf. verso).

La suppression du code des pensions est une attaque majeure contre le statut et prépare des baisses drastiques des pensions des fonctionnaires.

Nous sommes tous concernés, public, privé.

Le 5 décembre avec tous les salariés, à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, FSU engageons-nous dans la grève pour faire reculer Macron-Delevoye !

**Tous en grève le 5 décembre,
pour le retrait du plan Macron-Delevoye
de retraite par points !**

**Tous en assemblée générale le vendredi 6 décembre pour
faire le point et décider de la suite du mouvement !**

Nous invitons tous les collègues à désigner des délégués sur chaque site et à transmettre à l'adresse suivante leurs noms et coordonnées téléphoniques pour s'inscrire sur le groupe Whatsapp : dsfip92@gmail.com. Un point d'échanges aura lieu vendredi 6 décembre.

Retraite par points : l'arnaque pour tous les salariés !

Tous les salariés du public et du privé sont concernés. Ce sont les 42 régimes de retraite existants qui seraient voués à disparaître dans un régime unique par points.

La période de référence pour le calcul du salaire moyen ne serait plus les 6 derniers mois (fonctionnaires) ou les 25 dernières années (dans le privé), mais toute la carrière.

On peut aisément comprendre que les moins bonnes années vont tirer à la baisse le salaire de référence et donc la pension. Cela se traduirait par une baisse moyenne de 20 à 30 % des pensions. Qui peut l'accepter ?

Alors qu'aujourd'hui, chacun connaît à l'avance le montant de sa retraite, ce ne sera plus le cas avec un système par points ! En effet, chaque année, la valeur du point sera fixée par le gouvernement et pourra être revue à la baisse en fonction des choix politiques du gouvernement.

François Fillon avait confié en mars 2016 : « *Le système par points, en réalité, ça permet une chose qu'aucun homme politique n'avoue : ça permet de baisser chaque année le montant des points, la valeur des points, et donc de diminuer le niveau des pensions* ».

En outre, le gouvernement a décidé que le financement des retraites ne pourra pas dépasser 14 % du PIB, sachant que le nombre de retraités va augmenter inéluctablement, le montant de chaque retraite va automatiquement baisser.

Les avantages familiaux sont remis en question : les femmes et les mères de familles seront très impactées.

Le nouveau système supprime les bonifications de trimestres par enfant au profit d'une hypothétique majoration de la pension. L'Institut pour la Protection Sociale (IPS), en a calculé les conséquences : pour une mère de famille gagnant 15 000 € par an, la perte sera de 750 € par an avec un enfant et 1 633 € pour deux enfants.

Pour une mère de famille gagnant 40 000 €, le manque à gagner sera de 2 000 € par an avec un enfant et 4 354 € pour deux. Les exemples de la Suède et de l'Allemagne, déjà passés à la retraite par points, confirment l'aggravation des différences de pensions entre les hommes et les femmes.

Dans ce système, ce sera la fin de notre régime particulier, fondé sur le code des pensions : la fin du calcul sur le traitement brut perçu des 6 derniers mois. Un véritable effondrement programmé !

L'État se désengagerait de ses obligations envers ses agents. Le montant de la pension ne sera plus garanti !

Le gouvernement tente d'opposer les salariés entre eux, les générations entre elles. C'est inacceptable ! Tout cela pour satisfaire les milieux financiers et la retraite par capitalisation.

Or, de l'argent, il y en a. Le gouvernement nous parle de déficits, mais celui-ci est fabriqué :

- jamais les entreprises du CAC 40 n'ont distribué autant de dividendes à leurs actionnaires ;
- la politique fiscale du gouvernement depuis deux ans enrichit massivement les plus riches ;
- 120 milliards d'Euros au titre des « politiques de l'emploi » sont concédés chaque année aux entreprises (sans effet sur l'emploi !) ;
- véritable gabegie de fonds publics, 20 milliards au titre du CICE sont offerts au patronat chaque année, pérennisé par une baisse des cotisations patronales dès 2020 ;
- le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) le dit lui-même : le problème, ce sont bien plus les recettes que les dépenses qui sont stables. L'État supprimant des emplois et bloquant les salaires depuis une décennie génère un manque à gagner de dizaines de milliards pour les retraites ;
- 3,5 % d'augmentation des salaires, c'est 6,5 milliards de cotisation. Le seul rattrapage des pertes de pouvoir d'achat règle le problème des retraites pour les 50 ans à venir.

**PUBLIC, PRIVE, TOUS ENSEMBLE POUR LE RETRAIT DU PLAN
MACRON – DELEVOYE !**